

## Nature, économie et pandémie : changeons de paradigme

Par **Alain Deneault**

La crise sanitaire, qui a été décrétée en mars 2020 par les différents États à l'échelle mondiale et en particulier en Occident, fut l'occasion d'une halte sur le plan de la réflexion politique, afin de prendre un peu de recul sur le mode de vie qui est le nôtre. En effet, s'il y eut une façon de vivre de manière constructive ce que nous avons alors traversé, ce ne fut pas en souhaitant simplement que ça se termine, mais plutôt en profitant de ces moments de solitude et d'isolement pour nous demander comment nous en sommes arrivés là. Ce faisant, il était possible de mettre en perspective la crise que nous traversons avec d'autres crises qui, à certains égards, partageaient la même cause, soit notre régime productiviste.

Bien entendu, je ne pense pas, dans un sens caricatural, que le capitalisme a créé la pandémie de COVID-19. Je ne pense pas non plus, de manière tout aussi caricaturale, que le capitalisme a créé les injustices sociales. Le monde n'a pas attendu le capitalisme pour connaître les injustices ou les épidémies. Cela dit, nous pouvons très certainement arguer que notre régime productiviste a favorisé la crise sanitaire, tout comme il favorise un certain nombre de problèmes que nous observons partout dans le monde, et qui peuvent se décliner sous les appellations d'injustices sociales, de patriarcat, de pollution massive et d'exploitation irresponsable des richesses naturelles.

Il n'était pas très difficile d'envisager que notre mode de vie était propice à des pandémies mondiales. Dans un article paru en février 2016 dans le journal belge *Kairos*, Vincent Mignerot (2016) nous rappelait que si nous vivons dans un monde où toutes les unités de production

se touchent et sont en lien, où l'agriculture est réfléchié selon de grands chantiers massifs à l'échelle planétaire (en affectant la récolte de telle ou telle denrée à tel ou tel pays), et où prospère une industrie formidablement destructrice du patrimoine qui s'appelle le tourisme de masse, il suffit qu'un Chinois tousse pour que presque toute la population mondiale tombe malade. C'est ce qui s'est passé. Nous avons créé un monde où l'interconnexion est totale et saturée, comme nous ne l'avions jamais vu dans l'histoire. Il ne fallait pas être grand clerc en épidémiologie pour se douter que nous avons là une conjoncture favorable à la situation qui est devenue la nôtre aujourd'hui.

À titre d'illustration, le 25 juillet 2019, l'humanité a battu un triste record : celui du nombre d'avions envoyés dans le ciel. Cette seule journée, 230 000 avions civils ont décollé dans le monde, et c'est sans compter les avions militaires ou les jets privés qui ont aussi été envoyés dans le ciel le même jour. Nous avons donc accentué de manière exponentielle la proximité des rapports entre les gens à l'échelle mondiale, en favorisant ainsi la propagation d'épidémies qui ravagent d'autant plus les populations lorsque celles-ci sont étroitement connectées. Nous pourrions nous résigner en ne voyant là qu'une fatalité de la marche inexorable du progrès. Mais ce n'est pas notre position, bien au contraire. Les raisons pour lesquelles nous avons rendu ce monde autant interconnecté sont viles et c'est sur ce point qu'une critique approfondie peut être mise en branle.

### La mondialisation oligarchique

Nous avons mis en relation tous ces gens à travers le monde afin permettre à une oligarchie de tirer profit de populations qui étaient disposées à travailler à rabais. Ce ne sont pas les gens ordinaires qui ont décidé que ce monde serait aussi interconnecté. Ce sont principalement les détenteurs de capitaux, les actionnaires de grandes entreprises, les dirigeants de multinationales qui en avaient assez, dans les années 50, 60 et 70, des revendications syndicales des populations occidentales, qui en avaient assez de voir les gens exiger des conditions de travail acceptables, un salaire minimum, sans hésiter à faire la grève, et voir ces mêmes gens voter pour des partis socio-démocrates qui imposaient des normes sociales. Il devenait de plus en plus difficile pour les détenteurs de capitaux, les très riches et les grandes entreprises, de dégager des profits faramineux lorsqu'ils faisaient face à une population qui exigeait son dû.

Lorsque les populations qui s'identifient en tant qu'ouvrières, employées, partenaires, fournisseuses, et qui travaillent pour une grande entité, se mettent à exiger que, dans leur monde, leur travail soit valorisé, rémunéré et reconnu à sa juste valeur, alors forcément la rente du patron et du propriétaire sera moindre. Cela parce que la population qui travaille obtiendrait un revenu plus grand de l'activité à laquelle elle contribue que si elle était payée un dollar de l'heure comme c'est le cas.

Face à ces revendications, la stratégie des grands détenteurs de fortune, des banquiers et des propriétaires de la grande industrie a été de délocaliser leurs lieux de production. C'était un moyen de dire aux populations : « Vous voulez un salaire convenable, vous voulez des conditions de travail sécuritaires, vous souhaitez qu'on vous paye si vous vous blessez au travail ou si vous êtes

au chômage? D'accord. Vous pouvez revendiquer tout cela. Mais alors, nous allons trouver de la main d'œuvre ailleurs, au Bangladesh, en Jamaïque, en Chine, en Inde. Nous allons demander à des gens de faire ce que vous faisiez jadis, mais en les payant un dollar par jour. On va faire travailler des enfants, des femmes et des hommes dans des conditions atroces. On va revenir aux conditions de travail terribles du 19<sup>e</sup> siècle qui ont été à l'origine de vos mouvements sociaux et nous allons organiser la planète sur le mode d'une grande ville. ». Dans une ville, il y a des quartiers : les quartiers d'affaire, les quartiers culturels, les quartiers commerciaux, les quartiers ouvriers et les quartiers industriels. On a réduit le monde à cette vision d'une grande ville. On a réduit New York au capital, Paris à la culture, Montréal aux festivals, l'Asie au travail et l'Afrique et l'Amérique du Sud aux richesses naturelles. Je caricature à peine.

L'organisation du monde qui a été favorable au développement de la pandémie s'explique donc par une décision oligarchique, c'est-à-dire une décision prise par un petit groupe de dominants qui détiennent principalement le capital et les leviers de l'industrie. Ce type d'organisation avait pour but de favoriser leurs intérêts, autrement dit de leur donner accès à des richesses naturelles exploitées dans des conditions affreuses en Afrique et en Amérique du Sud par des gens qui ont très peu de droits, et de créer tout un monde manufacturier, ouvrier, industriel, qui s'est déployé principalement en Asie, et où on a pu faire travailler pour des salaires insignifiants des ouvrières et des ouvriers dans des conditions misérables. Tout cela, de façon que la paire de chaussures qu'on va vendre 100 \$ dans un magasin de Montréal, de Toronto ou de New York ait été produite par des gens qui ont été payés 1 \$ par semaine au Bangladesh. Tout le profit qui se fait entre les deux est emmagasiné dans les paradis fiscaux et à la bourse et se retrouve dans

des dividendes que se versent les dirigeants de ces grandes entreprises. Argent qu'ils mériteraient parce qu'ils ont eu « le génie » d'exploiter des femmes puis des enfants dans des conditions atroces à l'autre bout du monde pour vendre ensuite les biens qu'ils produisent dans les marchés où on a concentré le pouvoir d'achat. C'est ce régime productiviste mondialisé qu'a mis en avant la pandémie.

Maintenant que nous avons admis cela, au-delà de la crise sanitaire, de quoi ce régime est-il aussi la cause? Il est à l'origine de trois grands problèmes actuels. Commençons par en faire le diagnostic et nous arriverons ensuite à des éléments de solution.

### La crise écologique

Le premier problème c'est la crise écologique, dont il faudra commencer à cesser de parler au futur. Cette crise a lieu maintenant. Les sécheresses, les incendies de forêt, les ouragans en surnombre en Amérique du Nord, tout cela a déjà commencé. Tout comme la montée des eaux, la fonte des glaciers, la perte des forêts (on perd une Belgique en forêt chaque année dans le monde), l'avancée du désert, la migration d'espèces dangereuses... Il y a des pays et des régions où on vit déjà les conséquences du réchauffement climatique, notamment en Afrique. C'est terrible parce que les populations africaines sont celles qui ont profité le moins de la débauche industrielle qui a été la nôtre au 20<sup>e</sup> siècle et au début du 21<sup>e</sup> siècle.

En ce qui concerne l'écologie, nous faisons aujourd'hui face à une crise de deux ordres. Premièrement, il y a une crise du climat qui suppose l'augmentation moyenne de la température atmosphérique dans le monde depuis le début de l'ère industrielle. On a essayé de faire plafonner celle-ci à 2 degrés Celsius en

disant qu'il ne fallait pas dépasser ce seuil sinon ce serait la catastrophe assurée. Or maintenant, 2 °C est devenu l'objectif presque optimiste. On envisage plutôt un réchauffement de l'ordre de 3 °C, voire jusqu'à 4 °C (Wallace-Wells 2020). Cela peut sembler minime, mais à l'échelle mondiale cette perspective crée de véritables désastres.

Deuxièmement, il y a une crise de la biodiversité. Si nous nous fions à la synthèse des recherches qui ont été faites par des dizaines de scientifiques de la *Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques* (IPBES), l'équivalent du GIEC mais pour la biodiversité et non le climat, à terme ce sont 80 % des espèces terrestres qui sont menacées par les activités humaines, les grands mammifères, les insectes, les pollinisateurs, etc. Déjà en Europe, on constate que depuis quelques décennies, une majorité des insectes ont disparu (je ne parle pas des espèces, je parle des individus). Une telle extinction de masse, on n'a jamais rien vu de semblable sur Terre depuis la disparition des dinosaures il y a 65 millions d'années.

On a rendu la planète toxique par nos méthodes industrielles. Notre monde est complètement dérèglé du point de vue du vivant et on ne répond de rien, on ne sait pas ce que cela entraînera. Si vous n'avez plus d'insectes, eh bien vous perdez les ouvrières qui rendent la terre fertile et *Monsanto* n'y pourra rien. *Monsanto* contribue à détruire les terres, mais surtout à les rendre non exploitables à long terme.

### La crise énergétique

La deuxième crise que nous vivons est celle de l'énergie. Aujourd'hui, on exploite des sites pétroliers qui n'intéressaient personne il y a 50 ans. On va jusqu'à l'extraire de la boue en Alberta d'une manière extrêmement polluante.

Le procédé industriel revient en fait à accélérer le processus qui n'a pas tout à fait eu lieu naturellement pour obtenir le produit que l'on cherche. On commence aussi à extraire du pétrole de la roche au large du Brésil ou du Nigéria à 2 000 ou 3 000 mètres de profondeur dans l'océan. Ce sont des projets qui sont extrêmement dangereux sur le plan écologique, qui peuvent entraîner des marées noires, comme ce fut le cas il y a quelques années au large du golfe du Mexique avec la catastrophe de *Deepwater Horizon*.

Bientôt nous ne pourrons plus compter sur ce pétrole abordable et abondant, qui rend possible notre agriculture industrielle et le transport des produits qui en découle pour garnir les rayons de nos supermarchés. Les sources abordables et abondantes d'énergie fossile s'épuisent et cela va coûter de plus en plus cher d'aller chercher le pétrole restant par des méthodes extrêmement sophistiquées. De plus, du point de vue du climat, il ne sera plus pensable de continuer à brûler des hydrocarbures en produisant encore plus d'émissions de gaz à effet de serre. Alors que faire? Soit nous continuons d'exploiter les hydrocarbures comme des fous, d'une manière addictive, ce qui est notre cas aujourd'hui, soit nous apprenons à nous contenir, à cheminer vers la sobriété énergétique. Il se peut aussi que nous n'ayons même pas à faire de choix si les modalités d'exploitation coûtent tellement cher que l'extraction ne vaudra plus le coût du point de vue de la rentabilité.

### La crise minérale

La troisième crise est analogue à la précédente mais concerne les minerais. Bien souvent, on nous invite à penser sur un mode magique, à savoir que des techniciens, des géo-ingénieurs vont créer la machine, l'innovation technologique qui

va tout régler. Les « solutions » proposées vont de la voiture électrique aux éoliennes, en passant par les panneaux photovoltaïques et même jusqu'à des techniques de refroidissement de la Terre qui enverraient je ne sais quel produit dans l'atmosphère, et qui seraient censées tout régler et n'avoir aucun effet pervers. Or, toutes ces spéculations reposent sur l'illusion de l'abondance minière, à savoir que pour construire des voitures électriques, des batteries, des éoliennes et des panneaux photovoltaïques, il faut des minerais, des terres rares, du lithium, des richesses dont nous ne disposons qu'en très faibles quantités.

Aujourd'hui, si nous voulions remplacer le parc automobile mondial par des voitures électriques, je doute que nous ayons assez de lithium pour le faire, et si on y arrivait, ce serait une catastrophe du point de vue de l'exploitation minière. Sans considérer que l'électricité dans le monde est produite principalement à partir du pétrole, du gaz ou de l'uranium... Ce serait très polluant et cela générerait tellement de gaz à effet de serre qu'on neutraliserait l'avantage qu'on aurait sur le plan climatique à rouler avec des voitures électriques. Rouler en voiture électrique est une façon de réduire son empreinte écologique en ce qui concerne le climat une fois qu'on l'utilise, mais pour la fabriquer il faut polluer à un point tel que finalement ça revient au même. Si on souhaite avancer, il faut faire les bons diagnostics, c'est-à-dire identifier les véritables causes qui sont à la base des problèmes qui nous confrontent. Et pour s'adonner à cette réflexion critique, nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes.

### Changer de paradigme

Il faut considérer le 21<sup>e</sup> siècle comme le moment annoncé d'un changement de paradigme, que nous devons subir ou choisir, mais il va

survenir, il n'y a pas de doute. Le monde que nous croyons connaître va changer. Un monde où les denrées alimentaires sont abondantes dès qu'on a un petit pouvoir d'achat ou un crédit, un monde où on peut voyager, où on peut se déplacer en voiture, un monde où l'organisation publique se fait sur la base de grands marchés, de grands chantiers de production. Ce monde est déjà révolu.

L'échelle sur laquelle se déploie l'activité industrielle capitaliste est vouée à s'effondrer. Il est difficile de savoir quelle brèche va céder en premier, mais on voit déjà la grande architecture du capitalisme chanceler. Nous sommes en train de détruire les conditions de possibilité du capital, du régime productiviste dans lequel nous sommes plongés. Qu'est-ce que cela veut dire concrètement? Tout simplement que l'échelle mondiale sur laquelle nous pensons tout aujourd'hui ne pourra pas subsister comme telle et qu'il faudra revenir à des échelles régionales beaucoup plus raisonnables. La région, ça peut être une ville, des quartiers. Il faudra penser à l'autosuffisance, à l'autonomie alimentaire, à l'autonomie énergétique (le transport y compris), à l'autonomie politique et intellectuelle... et tout cela à des échelles plus petites, plus locales.

Il faut penser le monde à des échelles plus sensées, se dire que bientôt nous serons réduits à nous-mêmes. Il faudra penser à l'agriculture urbaine par exemple, il faudra penser à l'autonomie agricole dans les régions, il faudra penser aussi à l'organisation de ce qui relève des peines, des efforts, des sacrifices, des joies et des biens. Ce changement ressemble à la politique quand on la vit à une échelle qui a du sens, ce qui n'est pas le cas pour les grands ensembles comme le Canada, les États-Unis, ou même la France, ces grands pays où des millions de gens sont appelés à délibérer ensemble comme si

c'était véritablement possible. Nous sommes pris avec nos incompétences parce qu'on n'a fait que consommer et produire à des échelles qui ne sont pas pertinentes.

Il nous faudra maintenant délibérer pour déterminer de nombreuses choses. Comment on s'organise? Quelles sont nos forces? Quels sont nos savoir-faire? Comment transformerons-nous la monoculture en permaculture? Comment affecterons-nous le travail en fonction des besoins que nous aurons préalablement identifiés? En somme, c'est à l'échelle locale que va se redéployer la politique et qu'il faudra planifier l'économie.

Le mot économie a été détourné de son sens par une discipline qui se l'est approprié et qui nous a fait perdre la mémoire des différentes significations qu'il a eu dans l'histoire. Ce terme a en effet voulu dire de nombreuses choses puisqu'il a été utilisé dans plusieurs domaines : en théologie, en art, en poésie, en mathématiques, en droit, en médecine, en biologie et, plus tard, en sociologie et en psychologie. Le mot économie a signifié tout autre chose que ce à quoi on le rapporte aujourd'hui, c'est-à-dire à des enjeux plutôt comptables d'organisation matérielle, en rapport au marché et à l'argent.

En fait, historiquement, l'économie c'est un agencement fécond entre des éléments qui ne sont pas nécessairement appelés à être agencés. Il faut qu'ils s'agencent eux-mêmes si on étudie l'économie de la nature par exemple (ce qu'on appelle aujourd'hui l'écologie), mais ceux-ci peuvent aussi être agencés par la volonté humaine, si l'on parle d'économie esthétique par exemple. Faire une œuvre, faire un film, cela en est aussi : on agence des mots, des symboles selon un certain rythme dans des effets de dissimulation et de démonstration, qui permettent d'obtenir un effet esthétique qui produit un résultat dit

économique, en art. En psychologie c'est la même chose, surtout en métapsychologie, quand on étudie comment les pulsions ont à composer avec les règles anthropologiques et morales, sur un mode qui est bon pour l'organisme, dans le sens qu'il n'a pas trop à se réprimer tout en ne manifestant pas trop de désirs qui seraient, en quelque sorte, hostiles socialement. Finalement, l'économie est interdisciplinaire, c'est un principe qui renvoie à la bonne organisation.

Or, on nous a confisqué ce mot. On a associé l'économie au capitalisme, au fait de s'enrichir, au fait d'écraser l'autre, à la compétition, à la concurrence, au fait de se vendre sur un marché du travail. On a complètement perverti ce vocabulaire et cette perversion nous empêche d'être conscients d'un principe qui est pourtant fondamental et qui est bon en définitive.

L'usage qu'on en a fait est un usage orwellien, au sens où l'auteur de 1984 pervertit complètement les expressions en disant : « *La guerre c'est la paix* ». On nous a dit : « *L'économie c'est la concurrence et la destruction écologique, c'est l'injustice sociale, ce sont les passions tristes : la jalousie, la colère, la compétition, la destruction* ». Non, le capitalisme, ce régime destructeur, n'a rien d'économique.

S'il y a aujourd'hui une perspective, elle est avant tout dans un fait d'émancipation intellectuelle quant à un certain nombre de mots qu'on nous pousse à utiliser : capitalisme, compétition, économie de marché, mondialisation. Ces mots doivent soit être légués à l'oubli, soit être redéfinis selon une restauration d'un sens perdu.

Il n'y a pas d'une part la question environnementale et d'autre part la question de la santé publique et de la crise sanitaire. Non, tous ces problèmes ont la même source qui est notre régime idéologique et productiviste, le capitalisme. Si on ne comprend pas qu'à la source

de tous ces problèmes, il y a un même mode de fonctionnement, on passe à côté des problèmes parce qu'on les vit en somnambules, isolément.

Durant les années 60, la jeunesse s'est révoltée pour des raisons de mœurs et d'égalité sociale. Aujourd'hui, sur les questions écologiques, nous avons besoin d'une décennie du même genre, avec des grèves générales. Il faut tout bloquer, on ne veut pas de cet avenir-là. Il faut tout de suite s'organiser pour stopper, au mieux, ce processus qui est déjà irréversible. Il faut au moins le stopper pour qu'il soit le moins violent possible. Et il faut agir vite parce que les échéances que les scientifiques nous donnent, à partir de leurs modèles sophistiqués, sont à l'échelle d'une vie, c'est 2030, 2050, 2060. Il faut donc se mobiliser, dès maintenant, pour une autre suite du monde.

#### Notice biographique :

**Alain Deneault** est professeur de philosophie au campus de Shippagan (Péninsule acadienne) de l'Université de Moncton. Ses essais portent sur l'idéologie managériale, la souveraineté des pouvoirs privés et l'histoire de la notion polysémique d'économie.

#### Références :

Mignerot, Vincent. 2016. « *Les pandémies ne sont jamais loin* », Kairos. En ligne : <https://www.kairospresse.be/les-pandemies-ne-sont-jamais-loin/> (Page consultée le 08 mars 2023).

Wallace-Wells, David. 2020. *La Terre inhabitable : vivre avec 4 °C de plus*. Paris : Robert Laffont.